

Quintin Marques Severo, président de section du syndicat brésilien CUT pour le Rio Grande do Sul, me parle des salaires dans le Mercosur, zone de libre-échange qui réunit le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay, le Paraguay, le Chili n'y étant qu'associé. « À 180 reales par mois (110 dollars canadiens), le salaire minimum du Brésil est en dessous de la moyenne du Mercosur », dit Quintin. Voilà l'insalubre secret : le salaire minimum du Brésil, point de référence pour tous les autres salaires dans le Cône Sud, bat, dans la course vers les bas-fonds salariaux, son concurrent uruguayen (144 \$ CAN) chilien (241 \$ CAN) et argentin (450 \$ CAN).

Le Rio Grande do Sul intéresse également l'investisseur par son importante population de techniciens et de cadres intermédiaires, descendants d'immigrants italiens et allemands.

Dans les ceintures industrielles de Porto Alegre, tous les domaines de production semblent représentés. Le long des routes d'accès aux industries surgissent sans avertissement des bidonvilles rachitiques. L'industrie chimique, les machines-outils (la française Alstom), même la nourriture pour chat, chien et oiseau (l'américaine Hartz Mountain) sont présents dans le grand Porto Alegre.

Dans le domaine de la haute technologie, la prudence est extrême. L'entrée dans la Zléa serait un coup de grâce pour l'industrie *high-tech* brésilienne, dit Paolo Visentini, professeur de science politique. Le marché brésilien serait d'abord inondé de produits à meilleur marché venant du nord, ensuite les producteurs locaux seraient achetés par des intérêts nord-américains.



Marta Suplicy, la mairesse de gauche (PT) de Sao Paulo, en séance de portrait, en novembre 2000, avec «Korda», le photographe du Che et de Fidel Castro.

## CHILI

Le 11 juillet 2001, sous les plafonds colossaux de l'ancien congrès national de Santiago, mélange de villa néo-baroque à la française et de palais espagnol, avait lieu une cérémonie pour commémorer les 30 ans de la nationalisation du cuivre chilien sous la présidence de Salvador Allende (décédé lors du coup d'État de Pinochet en septembre 1973). Dans un public vieillissant de quelque 200 personnes, l'économiste Orlando Caputo Leiva et le sénateur Jorge Lavandero répondaient à l'appel du souvenir. Caputo avait servi comme directeur de l'industrie nationalisée du cuivre sous Allende. Lavandero, assommé presque mortellement par les sbires de Pinochet, connu aussi la prison sous la dictature. Aujourd'hui, Caputo, revenu d'exil, étudie l'économie du cuivre d'un point de vue national. Lavandero préside la commission des ressources minières du parlement chilien.

Caputo, qui fut présent au Sommet des peuples de Québec, a tenu à me préciser le caractère exact du traité de libre-échange Canada-Chili qui existe depuis 1994. « Les échanges commerciaux entre nos deux pays sont minimes : il s'agit surtout de *libre-investissement* pour les sociétés canadiennes, Barrick, Noranda, Falconbridge, dans les ressources minières

chiliennes. C'est un traité pour la libre circulation du capital canadien au Chili. » Caputo dit que les sociétés étrangères, y compris celles du Canada, ne paient même pas la *taxe minière* exigée habituellement par les États.



« Je suis encore sans-emploi ! », clame l'inscription sur la valise que ce chômeur argentin portait sur sa tête, durant une vaste manifestation, le 29 août 2001, à Buenos Aires.

Le sénateur Lavandero me recevait dans ses spacieux bureaux de la rue San Antonio. Avant de me voir, il écoutait les doléances envers l'armée d'une femme qui avait été violée et torturée par des militaires en 1990. Le sénateur parle du traité minier Chili-Argentine, parrainé par le Canada qui jouait là le rôle d'une espèce d'oncle caché derrière les rideaux.

« Barrick Gold a provoqué le passage en 2001 du traité minier Chili-Argentine. Je précise qu'il y a des députés chiliens qui travaillent pour cette société », dit le sénateur Lavandero. « Le minerai est extrait au Chili et envoyé par tunnel en Argentine. Nous ne voyons pas un sou. Barrick laissera un *big hole*, c'est tout... »

Donc, une zone de libre-échange est aussi une zone de « libre-investissement ». Les investissements se déplacent allégrement vers les conditions les plus propices : bas salaires, subventions gouvernementales, électricité et aqueduc gratuits, paix syndicale, etc.

« Nous ne savons pas ce qu'un libre-échange interaméricain peut nous amener car nous ne sommes pas assez développés industriellement pour y faire face », admettait, le matin même de la crise du peso argentin, Roberto Jiatt, commentateur parlementaire d'une radio AM de Buenos Aires. Trapu, bon vivant, grand voyageur, M. Jiatt n'a réellement aucune envie de se retrouver dans le giron économique nord-américain, bien que son fils travaille comme ingénieur chez Boeing, à Seattle ! « Déjà la marchandise chinoise et taïwanaise importée à bon marché fait pâlir le peu d'industrie de biens de consommation qu'il nous reste après les baisses vertigineuses de tarifs d'import- ▶

## ARGENTINE

Si vraiment le libre-échange sert le bien-être de tous les peuples des Amériques, comme l'annonçait la déclaration finale du Sommet des Amériques, en avril 2001, à Québec, les peuples en sont-ils informés ? À la mi-juillet, à Buenos Aires, j'étais dans un pays à l'opinion publique apparemment au vif des sujets économiques, où la politique est une espèce de sport ou d'opéra national. L'histoire argentine est une succession de dictatures militaires et de phases démocratiques (il y en a une, en fait, qui dure depuis 1984).

Quand j'étais à Buenos Aires, le ministre des finances, Domingo Cavallo, était le héros négatif du jour. La politique argentine est pleine de surprises : côté action, elle ne déçoit pas. L'intronisation de Cavallo (politicien de droite) aux Finances par le président de la Rua (centre-gauche) a provoqué la démission de ministres du propre parti du président.

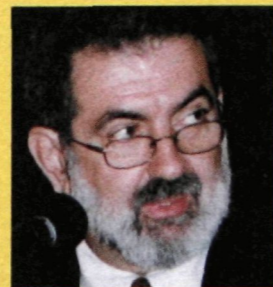
« Les règles sont faites par les gens », explique André Passos, jeune et fougueux coordonnateur du budget participatif pour Porto Alegre. « Il y a une discussion permanente du sujet, des règles, des critères, de la méthodologie. On peut faire des modifications chaque année. Le processus est en permanente évolution », précise le fonctionnaire. Pourtant, la transparence n'est pas le point fort du budget participatif, ce que j'ai constaté en observant une session de ses représentants, élus ou nommés par acclamation dans les 16 circonscriptions du budget participatif à Porto Alegre. Dans les nombreuses et complexes

# PORTO ALEGRE LA DÉMOCRATIE À MAIN LEVÉE

PAR ANDRÉ SELEANU

Le budget participatif est dérivé du budget citoyen conçu en 1983 par le maire de la ville de Pelotas, Bernardo de Souza, actuellement député dans l'État de Rio Grande do Sul pour le parti PPS (nuance socialiste). La paternité du budget participatif est âprement disputée, c'est le moins qu'on puisse dire. Le nom de Bernardo de Souza ne figure nulle part dans la littérature du PT.

Le budget participatif est parfois décrit dans la littérature du *Partido dos trabalhadores* (PT) comme un exercice de démocratie populaire directe, coexistant avec la démocratie représentative (par des élections ponctuelles), mais, d'autres fois, comme visant à remplacer celle-ci à la longue. Car, selon



Bernardo de Souza

le théoricien Raul Pont, ancien maire de Porto Alegre et candidat à la présidence du PT, la démocratie représentative, manipulable, désuète, ne représente plus personne. L'image du budget participatif, telle que le *Partido dos trabalhadores* veut la projeter vers l'opinion publique, est populaire,

# À MAIN LEVÉE

bon enfant... Divers dépliants montrent ainsi une ménagère, un retraité, une personne d'une minorité visible qui se réjouissent, s'enthousiasment pour l'exercice du budget. À l'intérieur de cette littérature, Porto Alegre devient « un modèle de démocratie pour le monde entier ». Les dignitaires du *Partido dos trabalhadores* claironnent ce message plein d'espoir en France, au Québec et dans le cadre de nombreux voyages à l'étranger.

« Les règles sont faites par les gens », explique André Passos, jeune et fougueux coordonnateur du budget participatif pour Porto Alegre. « Il y a une discussion permanente du sujet, des règles, des critères, de la méthodologie. On peut faire des modifications chaque année. Le processus est en permanente évolution », précise le fonctionnaire.

Pourtant, la transparence n'est pas le point fort du budget participatif, ce que j'ai constaté en observant une session de ses représentants, élus ou nommés par acclamation dans les 16 circonscriptions du budget participatif à Porto Alegre. Dans les nombreuses et complexes

phases du budget, le vote à main levée accompagne en tout temps le processus, sans comptabiliser les voix. Peu charitable, le député Bernardo de Souza, du Parti populaire socialiste, voit en ceci moins une démocratie directe qu'une « cohue, une dynamique de foule ».

« Cinq cents millions de dollars du budget annuel de Porto Alegre, et non pas 10% de cette somme, tel que rapporté communément, sont soumis au processus du budget participatif », précise aimablement M. Passos.

Quatre-vingts représentants nommés dans des assemblées populaires sont présents à la session du budget. Un soir, arrivé bien en retard, M. Passos est à la table de la présidence. Tout com- ▶